

La présidente intérimaire de la République Centrafricaine, Catherine Samba Panza, appelle la France à ne pas "abandonner"

Agence France-Presse, vendredi 21 février 2014



La présidente centrafricaine de transition Catherine Samba Panza a appelé vendredi la France à ne pas "abandonner" la Centrafrique, à trois jours d'un vote au parlement français sur la prolongation au-delà d'avril de l'intervention militaire française dans le pays.

"Ce n'est pas le moment d'abandonner la République centrafricaine. J'ose espérer que les décisions qui vont être prises très prochainement à l'Assemblée nationale (française) vont aller dans le sens des attentes de la population, qui continue de compter beaucoup sur l'appui de la communauté internationale et notamment de la France", a déclaré la présidente dans un entretien à l'AFP et à la radio France Inter.

Ce vote, que prévoit la Constitution française, se tiendra mardi à l'Assemblée nationale.

Les troupes françaises sont intervenues en Centrafrique le 5 décembre, lançant l'"opération Sangaris" pour restaurer la sécurité dans ce pays.

Un premier débat, sans vote, s'était déroulé à l'Assemblée française le 10 décembre, au cours duquel la plupart des forces politiques avait soutenu l'intervention, seul le Front de gauche faisant part de son malaise. Depuis, face aux violences sur le terrain et aux risques d'enlèvement, les doutes et interrogations ont crû dans l'opposition.

La présidente centrafricaine a également renouvelé sa demande "d'une opération de maintien de la paix" en Centrafrique.

"J'ai demandé qu'une opération de maintien de la paix soit déployée. La durée de cette opération sera fonction de l'évolution de la sécurité sur le terrain" pour un temps "le plus long possible, au moins jusqu'aux élections" prévues au plus tard en mars 2015, a déclaré Mme Samba Panza dans son bureau du palais présidentiel.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a réclamé jeudi devant le Conseil de sécurité le déploiement rapide "d'au moins 3.000 soldats et policiers supplémentaires" en République centrafricaine (RCA) pour rétablir l'ordre et protéger les civils.

Pour M. Ban, ce renfort serait une étape intermédiaire avant le déploiement de Casques bleus en RCA. Rappelant qu'il doit remettre fin février un rapport à ce sujet, il a souligné que "le déploiement d'une opération de maintien de la paix, si elle est autorisée, prendra des mois".

Samba-Panza promet « la guerre » aux anti-balaka

La présidente centrafricaine, Catherine Samba-Panza, a promis, mercredi, "la guerre" aux miliciens anti-balaka qui multiplient les exactions contre les civils musulmans, au risque de conduire le pays à une partition que Paris, principal allié de Bangui, juge inacceptable.

"Les anti-balaka (milices d'autodéfense à dominante chrétienne), on va aller en guerre contre eux. (Ils) pensent que parce que je suis une femme, je suis faible. Mais maintenant, les anti-balaka qui voudront tuer seront traqués", a déclaré Mme Samba-Panza en sango, la langue nationale, devant les habitants de Mbaïki (80 km au sud-ouest de Bangui), lors d'une visite en compagnie du ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Ces propos offensifs font écho aux déclarations menaçantes tenues ces derniers jours par M. Le Drian et les commandants des contingents français et africain en Centrafrique, qui visaient directement les miliciens et les pillards sévissant en toute impunité. "Les anti-balaka ont perdu le sens de leur mission. Ce sont eux qui tuent, qui pillent, qui volent. Est-ce que c'est normal ?" a martelé la présidente, tout en récusant le terme de "nettoyage ethnique" utilisé par Amnesty international pour décrier la crise. "Je ne pense pas qu'il y ait d'épuration confessionnelle ou ethnique. Il s'agit d'un problème d'insécurité", a-t-elle estimé.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, s'est ému, mardi, du risque d'une possible partition du pays, après des mois de violences interreligieuses. "La brutalité sectaire est en train de changer la démographie du pays, la partition de facto de la Rca (République centrafricaine) est un risque avéré", a-t-il dit. "Personne n'acceptera quelque partition que ce soit. Il faut absolument l'empêcher", a répliqué le ministre français de la Défense à Mbaïki. "Pour la France, il n'y a et il n'y aura qu'une seule Centrafrique, qu'un seul chef de l'Etat. Toute tentative de penser autrement rencontrera l'opposition de la France et celle de la communauté internationale", a poursuivi M. Le Drian. De son côté, Mme Samba-Panza a fait état de sa "ferme volonté de ne pas céder un seul pouce du territoire centrafricain, qui a toujours été uni et laïc".

Pont aérien de l'Onu

C'est la troisième fois que M. Le Drian se rend en Centrafrique depuis le déclenchement de l'opération militaire française "Sangaris", le 5 décembre. Mardi, à Brazzaville, il avait durci le ton contre les milices sévissant en Centrafrique, affirmant que les forces internationales étaient prêtes à mettre fin aux exactions "par la force". "Il faut que l'ensemble des milices qui continuent aujourd'hui à mener des exactions, à commettre des meurtres, arrêtent", avait averti M. Le Drian. "Les soldats de la force internationale de maintien de la paix ne parviennent pas à empêcher le nettoyage ethnique des civils musulmans dans l'ouest de la République centrafricaine", assène Amnesty, appelant la communauté internationale à "faire barrage au contrôle des milices anti-balaka et à déployer des troupes en nombre suffisant dans les villes où les musulmans sont menacés". Selon l'Onu, 1,3 million de personnes, soit plus d'un quart de la population de Centrafrique, ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate, en particulier dans les camps de déplacés où s'entassent plus de 800.000 personnes, dont plus de la moitié à Bangui. Le Programme alimentaire mondial (Pam) a lancé, mercredi, un pont aérien entre Douala (Cameroun) et Bangui pour acheminer des vivres pour 150.000 personnes pendant un mois, mais cela restera insuffisant face à l'ampleur de la crise.